



La présidentielle brésilienne polluée par la désinformation

Bolsonaro a-t-il vraiment été poignardé ? Haddad croit-il réellement que chaque enfant est propriété de l'Etat ? Les fausses informations sur la présidentielle brésilienne du 7 octobre ont pullulé sur les réseaux sociaux, malgré les efforts des autorités.

«C'est prouvé: Jair Bolsonaro a fabriqué un attentat contre lui-même pour convaincre les indécis», affirme un des nombreux messages publiés sur Facebook après que le candidat d'extrême droite a été poignardé en pleine rue le 6 septembre.

D'après une étude de la fondation Getúlio Vargas (FGV), cette théorie du complot intitulée «fake facade» (faux coup de poignard) a été répercutée dans les commentaires de 40,5% des propriétaires de comptes Twitter qui ont réagi à cet événement. Favori des sondages pour le premier tour, Jair Bolsonaro a été l'une des cibles de prédilection, mais aucun candidat n'a été épargné. «Dès l'âge de 5 ans, chaque enfant deviendra propriété de l'Etat. Et ce sera à nous de décider s'il sera un garçon ou une fille»: cette déclaration attribuée au candidat de gauche Fernando Haddad a été partagée plus de 150 000 fois sur Facebook avant d'être retirée par le réseau social.

La désinformation «est un outil comme un autre du jeu politique, comme les spots de campagne officiels», explique

à l'AFP, Pedro Burgos, créateur du site Impacto360, qui analyse la répercussion d'articles journalistiques sur Internet.

«Les fausses informations existaient déjà dans les élections par le passé, mais elles ont plus de visibilité à présent avec Internet», ajoute-t-il.

«Le mal est fait»

Même si tous les partis brésiliens ont signé un accord de collaboration avec la justice électorale contre la désinformation, difficile de contrôler le flux de commentaires farfelus qui circulent sur la toile.

«La vérification d'informations permet de limiter les dégâts, mais le mal est fait. On peut tout au plus ralentir la désinformation, mais elle continuera à être diffusée», déplore Fabricio Benevenuto, qui coordonne un projet de lutte contre la désinformation au sein de l'Université Fédérale de Minas Gerais. Les candidats utilisent souvent les précautions secondaires qui leurs sont attribuées pour les spots de campagne télévisés pour démentir certaines rumeurs.

«Non, Ciro Gomes n'a jamais agressé son ex-épouse, l'actrice Patricia Pillar», a

par exemple assuré l'équipe de campagne de ce candidat de centre gauche.

La croisade anti-désinformation est menée par une dizaine de groupes de vérification, notamment Comprova, qui réunit une trentaine de grands médias au Brésil et dont l'AFP fait partie.

Un combat d'autant plus essentiel que 48% des Brésiliens s'informent sur les candidats sur Internet, selon un sondage de l'institut Ibope.

«Exacerber les différences»

Pour Pedro Burgos, les fausses informations ont toutefois «moins d'influence qu'on ne pense», dans le sens où elles «touchent le plus souvent des personnes qui ont déjà choisi leur camp». «La désinformation a surtout pour effet d'exacerber les différences, sans forcément changer les intentions de vote», souligne-t-il.

Certains candidats sont victimes de véritables campagnes de désinformation, avec non seulement des textes, mais aussi des photos et des vidéos.

«Ces campagnes peuvent être fomentées par de grands groupes économiques, mais aussi par des activistes»,

explique Fabricio Benevenuto. Les favoris qui émergent des derniers sondages montrent à quel point l'élection est polarisée, avec d'un côté Jair Bolsonaro, ex-capitaine de l'armée qui fait l'apologie de la dictature militaire (1964-1985), défend la libéralisation du port d'arme, et de l'autre Fernando Haddad, qui a remplacé au pied levé l'ex-président, Luiz Inácio Lula da Silva, incarcéré pour corruption et déclaré inéligible. «Le climat de cette élection est particulièrement délétère: «Si tu n'aimes pas mon parti, tu es contre moi», affirme Pedro Burgos. Pour lui, c'est un facteur de désinformation bien plus important que les «robots», faux profils d'utilisateurs créés pour doper des publications sur les réseaux sociaux. D'après l'institut InternetLab, 37,4% des abonnés des comptes Twitter des présidents sont des «robots».

«Twitter n'a pas tant d'influence que ça sur les élections. WhatsApp est bien plus important. Le bouche à oreille, un message de ton ami sur WhatsApp a beaucoup plus d'influence que 80 000 robots sur Twitter», conclut Pedro Burgos.

Le futur président du Brésil, entre pression des marchés et urgences sociales

■ Le futur président du Brésil va subir, dès sa prise de fonction, une forte pression des marchés pour poursuivre une politique d'austérité, tout en relançant une économie grippée dans un pays qui compte 23 millions de pauvres.

«Pour une politique d'ajustement (budgétaire) équitable et une croissance partagée»: ainsi s'intitule un rapport de la Banque mondiale, présenté aux 13 candidats à l'élection présidentielle, avec une liste de préconisations qui semblent autant de vœux pieux devant l'ampleur de la crise économique, politique et sociale qui secoue le pays. Selon le rapport, la première puissance économique d'Amérique latine est confrontée à «trois défis principaux»: «un important déséquilibre budgétaire», «un manque de croissance durable de sa productivité» et «une difficulté toujours plus grande de l'Etat à fournir des services de base».

Au Brésil, «une partie de la population vit au XXe siècle et l'autre au XXIe», rappelle Marcelo Neri, économiste de la fondation Getúlio Vargas, soulignant la situation de millions de Brésiliens, de faible niveau scolaire, qui vivent sans accès à l'eau et à l'assainissement et se trouvent confrontés à des «niveaux de violence dignes d'un pays en guerre». En juillet, la dette publique a atteint 77% du PIB, contre 56% en 2014. Selon la Banque mondiale, elle ne se stabilisera qu'à la condition, peu probable, que le Brésil connaisse une croissance annuelle de 4% jusqu'à 2030. Sans de profondes réformes structurelles, la dette pourrait alors atteindre 140% du PIB, estime l'organisation internationale. Si le gouvernement du président Michel Temer a gelé les dépenses publiques, il a toutefois laissé en suspens la délicate réforme des retraites, considérée par les marchés comme la pierre angulaire du redressement des finances publiques.

Promettre la lune

La majorité des candidats en lice pour le premier tour du 7 octobre propose une réforme des retraites et un programme de réduction des déficits publics, mais sans trop s'avancer sur des chiffres, de peur de perdre des voix. Le favori, le candidat d'extrême droite Jair Bolsonaro, prône une transition vers un système de retraites par capitalisation et une réduction de 20% de la dette publique grâce à «des privatisations, des cessions».

Fernando Haddad, le candidat du Parti des travailleurs (PT) de l'ex-président de gauche Lula, en deuxième position dans les sondages, propose à l'inverse de «mettre fin aux privatisations» et mise sur «le retour de l'emploi» et «la lutte contre l'évasion fiscale» pour parvenir à l'équilibre des comptes publics. L'ex-gouverneur de São Paulo, Geraldo Alckmin, a promis de faire fondre le déficit «en deux ans» grâce à des privatisations et une simplification fiscale.

«Il est à craindre que les débats sur les problèmes les plus urgents ne soient écartés au profit de propositions qui reproduisent la catastrophe que le pays a connue ces dernières années ou promettent la lune», s'alarme Marcos Lisboa, président de l'Insper, un institut d'enseignement et de recherche.

«Ce pays a besoin de mener des politiques d'inclusion (sociale) et je pense que jusqu'à présent les élections ne vont pas dans cette direction», estime Marcelo Neri.

Selon la fondation Getúlio Vargas, en 2017, 23 millions de Brésiliens, sur un total de 208 millions, vivaient en-dessous du seuil de pauvreté, soit 6 millions de plus (+33%) qu'en 2014. Le pays compte près de 13 millions de chômeurs et figure au neuvième rang mondial en matière d'inégalités sociales. L'économiste plaide pour une «voie intermédiaire» entre ceux qui préconisent l'austérité pour réduire les déficits créés par deux années de récession (2015 et 2016) et deux autres de faible croissance, et ceux qui pensent qu'une telle ordonnance finira par tuer le patient.

Ainsi que cette campagne pour la présidentielle est la plus polarisée depuis la fin de la dictature militaire (1964-85), les deux favoris du premier tour, Jair Bolsonaro et Fernando Haddad, sont aussi ceux qui suscitent le plus de rejet, une situation qui pourrait réduire leur marge de manœuvre, une fois au pouvoir le 1er janvier 2019.

AFP

AFP